



Le PS sait désormais qu'il est mortel

Le PTB passe devant le PS

- Le nouveau sondage politique de "La Libre" est historique: le PTB, à plus de 20 %, double le PS en Wallonie.
- A Bruxelles, les marxistes se hissent à la troisième place.
- Le CDH disparaît presque de la carte dans la capitale.

Le PTB n'écarte pas une participation au pouvoir

Les réseaux sociaux se sont enflammés, vendredi à 17h, lorsque "La Libre" a diffusé l'information : dans notre nouveau sondage politique, le PTB passe devant le PS. Il faudra voir si les marxistes concrétisent cela dans les urnes, mais le moment est historique. Voici la réaction à chaud de Raoul Hedebouw, le porte-parole du PTB. "Il reste encore un an et demi avant les élections communales, tempore-t-il. Je ne voudrais pas que l'on dise que le PTB a perdu les élections car il n'a fait 'que' 12 %, hein (rires). Plus sérieusement, ce que nous vivons ici n'est pas propre à la Belgique. C'est le peuple de gauche qui, un peu partout en Europe, fait savoir qu'il en a marre des libéralisations. Il y a une rupture entre le peuple et les élites politiques qui vivent dans une bulle fermée. On l'a vu avec Publifin, mais on le voit aussi au travers des présidentielles en France."

"Ne jamais dire jamais"

Si le PTB concrétisait ses scores dans les urnes, la question de sa participation se poserait. Raoul Hedebouw n'écarte rien : "Il faut d'abord que le peuple s'organise, s'implique dans les syndicats, etc. Il ne doit pas attendre que nous fassions tout à sa place. Les forces de la finance sont très fortes face à nous... Mais le PTB est prêt à aller dans une majorité avec des partis qui veulent la rupture avec l'Europe libérale et le capitalisme mondialisé. Pour l'instant, il n'y en a pas, mais les choses évoluent très vite pour le moment. Il ne faut jamais dire jamais."

F.C.

La fiche technique

Ce sondage a été effectué par Internet, du jeudi 16 au lundi 20 mars 2017, sur un échantillon strictement représentatif de 2 898 électeurs belges.

Les enquêtes ont été réalisées dans chacune des 3 régions de Belgique. La sélection des répondants a été réalisée par Internet dans le respect de quotas sur les principaux critères sociodémographiques (provinces, sexe, âge, actifs/non-actifs...) et répartie de façon représentative entre les provinces de Flandre et de Wallonie, et entre communes pour la Région Bruxelles-Capitale.

La marge d'erreur maximale est de $\pm 3,0$ % sur l'échantillon de Flandre, de $\pm 3,2$ % sur ceux de Wallonie et de Bruxelles, et de $\pm 1,8$ % sur l'échantillon total pondéré ("national").

Le PTB vient de passer le cap symbolique des 20 % d'intentions de vote en Wallonie. En soi, l'information du nouveau baromètre politique "La Libre"/RTBF/Dedicated aurait de quoi étourdir les stratèges du boulevard de l'Empereur. Mais le plus cruel, pour les socialistes, c'est qu'ils sont rétrogradés à la troisième place dans la région qu'ils dominent depuis des décennies. Oui, oui, vous lisez bien : avec ses 20,5 %, le PTB se classe deuxième tandis que le MR passe en tête.

L'ère Spitaels est si loin...

Ce séisme politique wallon – même s'il ne s'agit que d'un sondage – a transmis ses ondes de choc jusqu'à Bruxelles. Dans la Région-Capitale, le PS reste premier, mais de peu. Il est suivi péniblement par un MR sur le déclin. Mais la nouveauté, c'est que les marxistes se hissent sur le podium : ils doublent Défi et Ecolo pour monter sur la troisième marche.

La domination historique des socialistes sur la politique belge francophone vient de connaître un

coup d'arrêt symbolique. L'époque – celle de Guy Spitaels – où le PS captait plus de 40 % des voix au Sud du pays est révolue. Le centrisme gestionnaire, les compromis dans les alliances gouvernementales, l'embourgeoisement de ses élites auront sans doute contribué à ternir l'image de la formation héritière du Parti ouvrier belge (POB).

Nivellement politique

Si notre sondage devait se traduire dans les urnes en 2019, le jeu politique serait remis à zéro : le PS n'aurait plus la main pour constituer la majorité en Wallonie. En toute logique, c'est le MR qui devrait alors consulter les autres formations et constituer une alliance. Mais avec qui ? La conséquence de la montée du PTB, c'est l'éclatement de l'offre politique du côté francophone. Plus aucune formation ne

domine clairement les autres. Les libéraux sont premiers en Wallonie, mais de peu (22,7 %). Le PS est premier à Bruxelles, mais de peu (20,1 %). Dans ces conditions, la couleur des futures coalitions est

plus incertaine que jamais. Les legos politiques peuvent être assemblés de toutes les manières.

La rouge-romaine est morte

Une certitude : les traditionnelles coalitions rouge-romaine (PS-CDH) sont à jeter aux oubliettes. Pas de majorité... Surtout en Région bruxelloise où les humanistes sont en train de disparaître de la carte : ils touchent le fond avec seulement... 6 % d'intentions de vote (lire aussi en page 6).

Des coalitions "à gauche toute" (PS-PTB-Ecolo) sont possibles en théorie mais les marxistes ont-ils vraiment envie de quitter le confort de l'opposition ? Un accord est-il seulement possible avec cette formation au programme radical ?

La N-VA écrase tout

Quoi qu'il en soit, la situation est toute différente en Flandre. Contre toute attente, la N-VA revient en force. Elle écrase, dans notre baromètre, ses concurrents. Le deuxième parti – le CD&V – obtient moins de la moitié du score des nationalistes flamands. Le parti de Bart De Wever, pourtant écorné par le scandale des prestations rémunérées chez Telenet du président de la Chambre Siegfried Bracke, est tout simplement incontournable au Nord. Le SP.A ne confirme pas son réveil constaté dans les précédents sondages. Groen non plus. Même le Vlaams Belang reperd le terrain conquis ces derniers mois.

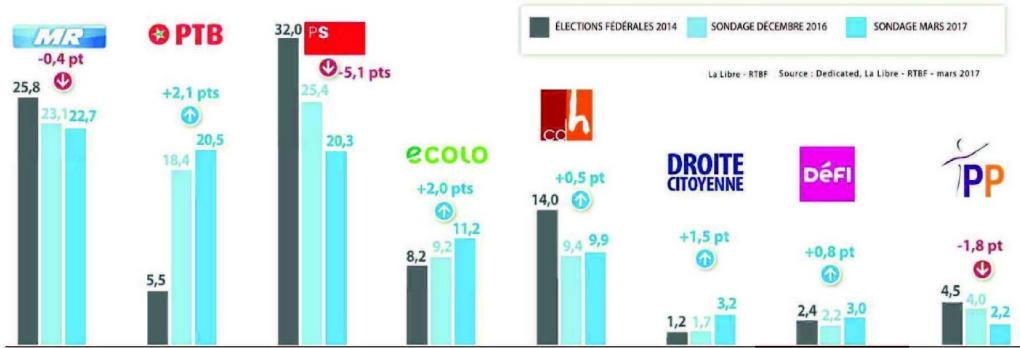
Les francophones, sans leader incontesté, devront bien s'organiser en 2019 pour la constitution du futur exécutif fédéral... La N-VA, dominante, pourra d'autant plus facilement imposer ses vues au Sud du pays qu'aucun mâle dominant ne lui fait face.

F.C.

WALLONIE

Le MR devient numéro 1 mais...

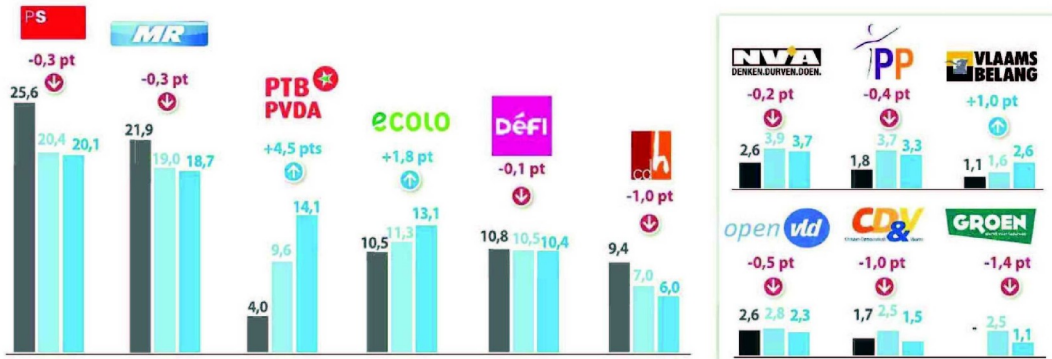
Les libéraux sont les premiers en Wallonie mais sans pour autant que cela corresponde à une progression dans le sondage.



BRUXELLES

Le PTB double Ecolo et Défi à Bruxelles

Même dans la capitale, les marxistes font un carton. Le PTB devient troisième.



FLANDRE

La N-VA creuse l'écart

Non seulement la N-VA n'a pas été sanctionnée par les affaires Publipart et Siegfried Bracke, mais en plus elle progresse de deux points.



EVOLUTION DES SCORES DU PS DEPUIS LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES DE 1995 EN WALLONIE



Les ressorts du déclin socialiste

Éclairage Mathieu Colley

Ce n'est qu'un sondage. Une photographie. Un instantané. Et puis le match s'est joué à quelques dixièmes de pourcents, à l'intérieur de la marge d'erreur. Ce premier baromètre Dedicated "La Libre"/RTBF de 2017 n'en a pas moins quelque chose d'historique. Pour la première fois depuis la fin des années 90 (une brève percée d'Ecolo), le Parti socialiste est débordé sur sa gauche. Et grande nouveauté, il est sur la troisième marche du podium en Wallonie. PS et PTB sont désormais au coude-à-coude offrant la pole position au MR. Le scénario redouté par les hautes sphères socialistes prend corps. Il devrait encourager le PS à encore plus d'introspection. voire à une révolution de palais. Qu'arrive-t-il donc à ce parti qui était devenu, sous la férule d'Élio Di Rupo, une véritable Rolls-Royce de la politique belge ?

1 Entre compromis et compromission.

"Je veux prendre mes distances avec cette gauche qui pour gouverner renonce à être de gauche", a dit Benoît Hamon vendredi. Beau résumé de la ligne que le candidat du PS à la présidentielle française est venu défendre à Bruxelles cette semaine. Il fut accueilli bras ouverts et tout sourire par un président Di Rupo toujours heureux d'afficher sa proximité avec ses camarades français. Le parcours du Montois s'apparente pourtant plus à la gauche que Benoît Hamon cherche à détrôner qu'à une gauche plus proche des fondamentaux socialistes. Car c'est une évidence, le PS belge souffre plus que jamais de ses compromis avec la droite. À cet égard, le durcissement des procédures d'exclusion du chômage décidé par le gouvernement Di Rupo (2011-2014) fait office de péché originel. Cette "demande libérale" qui, après coup, avait fait saigner le cœur d'Élio Di

Rupo, n'a fait que nourrir la défiance du peuple de gauche. Le PS a montré qu'il était capable de ranger ses valeurs et la défense des plus faibles si la situation politique l'imposait ou si sa participation au pouvoir était menacée. Même depuis l'opposition fédérale où il siège depuis 2014, il n'est jamais parvenu à faire oublier cette trahison pourtant forcée par la crise existentielle sans précédent qu'a connue la Belgique entre 2007 et 2011. L'image d'un PS faisant campagne à gauche mais gouvernant à droite est tenace.

2 L'émergence d'un concurrent performant issu de la gauche socialiste.

Le PTB milite à l'extrême gauche depuis plus de 40 ans mais ces dernières années, il a lissé son profil marxiste et a su s'inscrire dans le jeu médiatique avec une redoutable efficacité. Les "punchlines", les phrases qui font mouche, Raoul Hedebouw connaît. L'art de s'extraire du système pour se rapprocher des classes populaires également. Jamais abîmé par le pouvoir, le PTB incarne la nouveauté pour les déçus des partis traditionnels qui, tous, souffrent de l'usure du pouvoir. Le PTB a également réussi à redorer son image à l'intérieur des syndicats dont les bases sont demanderesses d'une politique plus authentiquement de gauche. Cette évolution affaiblit le PS dans des structures qui faisaient le lien avec les travailleurs.

3 La gouvernance, un mal socialiste.

La crédibilité du PS et de son président, chantre de la lutte contre "les parvenus", est durablement minée par l'affaire Publifin, même si celle-ci implique d'autres partis. Le cumul des mandats, les rémunérations publiques sans prestation et les revenus pharaoniques assumés publiquement par des mandataires PS... N'en jetez plus, il n'en fallait pas autant pour que la population se rende compte que depuis les affaires

de la Carolo, rien n'avait vraiment changé au PS. Mais comment changer le fondement du système participatif à la belge que constitue la distribution de mandats ?

4. Le PS risque-t-il de sombrer ?

Paul Magnette a déjà attiré l'attention des siens sur les situations douloureuses que vivent les partis frères du PS dans d'autres pays européens. Au Pays-Bas, en Espagne, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Grèce (où le Pasok a quasi disparu à la suite de la crise de la dette), partout les socio-démocrates abonnés au pouvoir sont concurrencés par de nouvelles forces politiques et chutent à des degrés divers. Dans ce contexte global de défiance à l'égard des partis socio-démocrates, un facteur ne joue pas forcément en faveur du PS : le temps. D'ici les élections de fin 2018 et mi-2019, le Parti socialiste a devant lui de longs mois. Pour se redresser ou sombrer plus profondément encore.

Le PTB et la N-VA ont-ils des destins miroirs en Wallonie et en Flandre ?

Raoul Hedebouw

Porte-parole du PTB et député fédéral.

Bart De Wever

Président de la N-VA, député fédéral et bourgmestre d'Anvers.

Analyse Stéphane Tassin

Radicalement contraires d'un point de vue idéologique, les destins électoraux de la N-VA en Flandre et du PTB en Wallonie peuvent-ils être comparés à la lumière de ce dernier sondage ? Sur cinq aspects, au moins, et sans préjuger, d'aucune façon, sur l'attitude qu'adoptera le PTB dans les années qui viennent, on peut relever cinq points presque communs. Si comparaison n'est pas raison, elle peut parfois éclairer.

1 L'ascension

On pourrait, à première vue, considérer que l'ascension, dans les sondages tout d'abord, de ces deux partis est similaire. Rappelons tout d'abord que la N-VA moribonde a trouvé le chemin du succès après la constitution du cartel avec le CD&V et la scission qui a suivi. Des faits importants qui ont permis au parti de De Wever de devenir le premier parti flamand. Le PTB n'a jamais été adossé à un parti traditionnel. Né dans les années 70, le parti existe réellement depuis les changements intervenus en 2008 et qui ont conduit à l'émergence de Raoul Hedebouw. Depuis les dernières élections, le PTB ne cesse de grimper. A la différence de la N-VA, la gauche radicale n'a pas encore traduit électoralement les bons sondages de ces deux dernières années.

2 Le positionnement antisystème

La N-VA incarnait la nouveauté et l'absence totale de participation au pouvoir. Le PTB s'inscrit dans cette même logique. On insistera sur l'engagement au sein du parti de très nombreuses personnes actives sur le terrain syndical, associatif ou autre.

3 L'incarnation d'une région

La N-VA incarnait, avant de participer au pouvoir, la "Flandre bafouée" d'après-guerre. Cette Flandre nationaliste qui déteste l'Etat belge. Cette Flandre aussi rurale et partiellement catholique incarnée durant de très longues années par le CD&V (ex-CVP). Le temps passant, le positionnement de la N-VA s'est affirmé à droite. Au départ, les choses n'étaient pas aussi évidentes. C'est un peu le même constat pour le PTB qui veut occuper le terrain abandonné par le PS en Wallonie. Le PTB se pose comme la vraie gauche. Celle qui s'oppose au libéralisme et au capitalisme. Des combats

édulcorés au sein d'un PS très concerné par le pouvoir, donc par le compromis, voire parfois par la compromission si on évoque les mesures de chasse aux chômeurs qui font saigner le cœur de Di Rupo.

4 Un seul homme

Avec le temps, d'autres personnalités ont fini par émerger mais, au départ, plus charismatique que Geert Bourgeois, Bart De Wever "était" la N-VA. C'est un peu la même chose en Wallonie avec un Raoul Hedebouw qui incarne presque l'unique visage de son parti. D'autres émergent un peu depuis quelques mois.

5 Le rapport au pouvoir

Sur ce point-là, la comparaison n'est pas simple. Le PTB considère qu'il ira au pouvoir si leurs futurs partenaires s'engagent à sortir des traités européens. Une manière d'étuder la question. La N-VA, qui exigeait une réforme de l'Etat pour monter au fédéral, aura revu ses ambitions à la baisse. Ou les accomplit d'une manière plus discrète depuis qu'elle est au fédéral.

Les centristes plus que jamais à la peine

Les Orange sont dans le rouge. Le CD&V, 2^e des intentions de vote en Flandre ? C'est la place sur le podium qui cache le désert électoral des partis centristes... Les chrétiens-démocrates flamands pointent à 14,1 %, en baisse de 2,2 points depuis le baromètre politique de novembre, et de 4,5 points depuis les élections fédérales de mai 2014. Surtout, leur score ne représente que la moitié, quasiment à la virgule près, de celui de la N-VA. Et ils sont talonnés par les autres partis traditionnels, Open VLD et SP.A.

Seule consolation pour le CD&V : un tiers des électeurs indécis estime possible, voire très probable, de voter pour lui. Une bouée à laquelle ne peut pas se raccrocher le parti frère, le CDH. Moins d'un électeur indécis sur cinq (ce qui est peu) pourrait voter pour lui, tant en Wallonie qu'à Bruxelles. Plus globalement, la situation – catastrophique – des humanistes se confirme de sondage en sondage.

6

pour cent

C'est le score historiquement bas du CDH en Région bruxelloise. En baisse d'un point depuis le baromètre de novembre 2016, et de 3,4 points par rapport aux élections fédérales de mai 2014. En Wallonie, le parti est stable depuis novembre (+0,5), mais il perd 4,1 points par rapport au dernier scrutin.

En Wallonie, le CDH repasse en cinquième position, à 9,9 %, toutefois en très léger progrès. Il se

stabilise autour des 10 % des intentions de vote, ce qui signifie – et c'est positif pour lui – qu'il ne semble pas payer le scandale des rémunérations de la nébuleuse Publifin/Nethys.

A Bruxelles, les humanistes perdent un point et se retrouvent à 6 %, un nouveau score historiquement bas. Leur situation dans la région capitale est assez particulière. La prise d'indépendance de Défi (qui a quitté le MR en 2011), le Plan Wathélet en 2014 (sur le survol de Bruxelles), la très probable réaction de rejet d'une partie de la communauté turque après l'exclusion de la députée bruxelloise Mahinur Özdemir, ou la difficulté du parti à renouveler ses cadres bruxellois sont autant de facteurs endogènes expliquant la petite forme du CDH. Mais il existe aussi des facteurs exogènes, qui impactent la plupart des formations centristes en Europe.

L'effet de la polarisation de la société

La société – belge et européenne – se polarise de plus en plus; la mauvaise santé du centre politique en est sans doute la meilleure illustration. Les électeurs sont de plus en plus séduits par la radicalité, comme le prouve le succès des extrêmes. En Flandre, la N-VA en profite, entre autres aux dépens du CD&V. Côté francophone, c'est le PTB qui grignote des voix tous azimuts.

Pour ne rien arranger, les partis centristes en Belgique sont aussi les formations chrétiennes (ou leurs héritières en ce qui concerne le CDH). La sécularisation de la société a affaibli de manière structurelle, depuis une trentaine d'années, le CVP et le PSC, devenus CD&V et CDH. L'avenir du centre est décidément bien sombre.

A. C.